



XAVIER VIGNA

L'INSUBORDINATION OUVRIÈRE DANS LES ANNÉES 68. ESSAI D'HISTOIRE POLITIQUE DES USINES

Presses Universitaires de Rennes, 2007, 378 p.

Avec cet ouvrage sorti de presse plusieurs mois avant les « célébrations » de Mai 68, Xavier Vigna [1] nous livre un véritable travail d'historien sur les « années 68 » dans les usines françaises. En effet, loin d'en rester à l'appréciation sommaire mise à la mode dès 1988 et réduisant l'événement au mouvement étudiant voire à l'avènement de l'individualisme hédoniste moderne, l'historien nous rappelle que mai-juin 68 s'est caractérisé aussi et surtout par la grève générale la plus massive et la plus longue de l'histoire, rassemblant, toutes catégories confondues, près de 10 millions de grévistes. Or c'est bien cette facette de l'« héritage de 68 » qui motive la hargne revancharde d'un Sarkozy dans sa volonté de « tourner la page de 68 », hargne qui va donner une tonalité particulière aux commémorations de ce printemps. Vigna s'inscrit en cela dans un courant d'historiens qui s'est développé en France depuis la fin des années 1980, soit juste après la grande célébration générationnelle de 1988, et dont l'objet est précisément de restituer la composante ouvrière de l'événement [2].

Au-delà de ce rappel salutaire, Xavier Vigna construit et délimite son objet historique de manière très rigoureuse puisque, conscient de l'importance de la question de la périodisation, il s'attache tout d'abord à resituer et inscrire le « mouvement de 68 » dans une phase de plus longue durée, celle des « années 68, catégorie [...] qui désigne une vaste période de contestation dans le monde occidental des années 60 et 70 avec 68 comme pivot » (p. 12) [3]. Contre les interprétations tendant à réduire l'événement à une surprise sans lendemains ou encore contre les visions confondant la contestation sociale et politique avec la brève trajectoire de la galaxie maoïste – ces deux interprétations ayant en commun d'occulter la profondeur de la contestation ouvrière – il s'agit là de réaffirmer la profondeur et la vigueur de la contestation en usine de 1968 à 1979.

Le propos de Vigna n'étant pas d'offrir une analyse englobant toutes les formes

de contestation sociale de ces années de mobilisation, mais plutôt de « construire un propos historien sur les luttes ouvrières des années 68 » (p. 15), il dégage ici une séquence d'insubordination ouvrière – qu'il définit par « le fait que de nombreux ouvriers ne se soumettent plus, ou difficilement, à l'ordre usinier, à ses contraintes et à sa hiérarchie » (p. 13) – débutant avec les grandes grèves de mai-juin 68. Celles-ci font en effet figure d'événement inaugural d'une phase d'intense contestation en usine s'étendant jusqu'en 1979 et les émeutes de Longwy et Denain [4]. Ce point de vue centré sur les luttes en usine est destiné à rendre compte de ce que Vigna appelle la « centralité ouvrière » propre à cette période, expression par laquelle il entend désigner le rôle d'attracteur tant sociologique – les ouvriers constituent en effet le premier groupe socio-professionnel de la période avec environ 37% des actifs – que politique des ouvriers, dans le sens de référent du mouvement Parti communiste qui postule au rôle de parti de la classe ouvrière [5]. De même, Vigna souligne la dimension de lieu politique des usines, en d'autres termes d'espace productif occupé par des salariés qui le pensent, l'occupent ou y débattent. Un des objectifs de Vigna étant également de repérer et « réhabiliter » des « thèses ouvrières » qui « dessinent au total une vaste contestation du modèle taylorien de l'organisation du travail » (p. 145).

Après avoir ainsi procédé avec précaution à la construction de son objet historique, Xavier Vigna débute son analyse par un exposé des mois troublés de mai et juin 1968. Il s'agit dans cette construction de donner toute sa dimension à l'événement tout en montrant que celui-ci inaugure une séquence de combativité ouvrière, marquée par la césure opérée en 68, qui se déploie sur toute une décennie. Il n'est pas question pour lui de prétendre à un mouvement de mai-juin surgi de nulle part. Vigna relève en effet le réveil ouvrier observé depuis la fin de la guerre

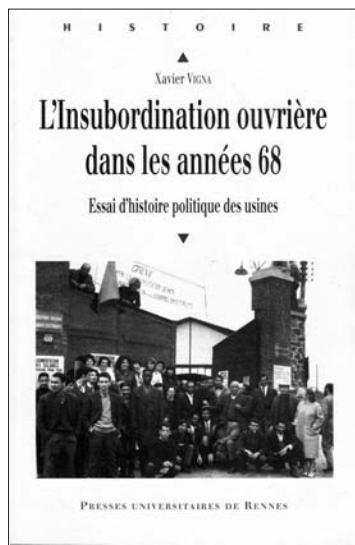
[1] Xavier Vigna est maître de conférence d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne. Ce livre est issu d'un travail de thèse achevé en 2003 sur les Actions ouvrières et politiques à l'usine en France dans les années 68.

[2] Xavier Vigna mentionne notamment les travaux de sa directrice de thèse, Michelle Zancarini-Fournel (*Changer la vie! Histoire sociale des contestations*, thèse d'habilitation, Paris I, 1998) et de Marnix Dreesen (*De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 1999).

[3] Dans ses travaux plus englobants sur la contestation sociale des années 68, M. Zancarini-Fournel découpe cette période en trois volets : « Le champ des possibles (1962-1968), L'épicentre (mai-juin 68) et, enfin, Les contestations, l'ordre et la loi (1968-1981) », voir son explication par exemple dans « 1968 : Temps et espaces », in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* n°21, *Contestations et Mouvements 1960-1980*, Lausanne, éditions d'en bas, 2005, p. 39.

[4] Il rejoint ainsi Antoine Artous qui met également l'accent sur le caractère inaugural de mai-juin 68 (tout en soulignant la nécessité de remonter jusqu'en 1958 et l'avènement du régime gaulliste pour comprendre le « surgissement » de la grève générale) dans le cadre d'un « cycle politique et social plus large » se déployant jusqu'en 1981 et la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle : voir « Les Longues années 68 », son introduction à l'ouvrage qu'il a coordonné avec D. Epsztajn et P. Silberstein : *La France des années 68*, Paris, Syllepse, 2008.

[5] Cette centralité ouvrière mise en évidence par Xavier Vigna doit être mise en regard du processus de refoulement de la question ouvrière à l'œuvre depuis plusieurs années, pointé par Stéphane Beaud et Michel Pialoux : « Tout se passe comme si, au long de ces dix dernières années, les ouvriers s'étaient repliés sur eux-mêmes, réduits au silence par la force des choses et par la manière dont on fait silence sur eux. Une sorte de voile entoure désormais leurs conditions de travail et de vie, comme si l'on préférerait ne pas savoir ce qui se passe à l'intérieur des usines. » in *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, 10/18, 2004, p. 14.



d'Algérie avec des grèves importantes en 1965 et 1967 notamment, alors qu'en 1968 les ouvriers sont mobilisés sur la question de l'emploi – déjà – et manifestent en mars. Il entend montrer que le mouvement et les grèves de mai-juin font événement et marquent un « avant » et un « après ».

L'exposé chronologique des mois de mai et juin est découpé en trois phases : un premier moment du 13 au 18 mai durant lequel les grèves se répandent progressivement à travers tout le pays. Un second moment du 20 au 30 mai que Vigna intitule « *le pays paralysé* », phase marquée par la généralisation de la grève, mais également par une certaine ambivalence dès le 27 mai. On assiste en effet à la fois aux premières reprises du travail à la faveur de la fin des négociations de Grenelle (du 25 au 27), mais aussi et surtout à un durcissement d'une large frange du mouvement face à ces négociations, à leur résultat – augmentations de salaires et extension des droits syndicaux dans l'entreprise – et à la politique de la CGT (Confédération générale du travail). Celle-ci est fortement critiquée pour avoir, entre autres, négligé des revendications importantes comme celles de la retraite à 60 ans ou de la semaine de 40 heures.

La dernière phase du mouvement de mai-juin est inaugurée par le discours que de Gaulle prononce le 30 mai dans lequel il invente un affrontement entre le camp de la liberté et celui du totalitarisme et annonce son recours au suffrage universel pour sortir de la crise. Cette intervention

marque un basculement à la fois politique et répressif puisque les forces de l'ordre interviennent directement pour faire cesser les grèves avec occupations d'usine : « *Ainsi, les interventions policières très brutales à Flins le 6 et à Sochaux le 11 juin, provoquant au total la mort de trois personnes, ne correspondent pas à des excès d'autoritarisme aussi soudains qu'éphémères, mais s'inscrivent dans une stratégie gouvernementale d'expulsion des grévistes des usines, afin de briser le mouvement de grèves.* » (p. 34)

Parallèlement à ces mouvements de troupes, les médias débute une campagne sur les reprises de travail afin de donner l'impression d'un mouvement généralisé, tandis que les syndicats se tournent vers les élections en pesant de tout leur poids dans la reprise du travail (surtout pour la CGT). Malgré ces puissantes injonctions, les reprises de travail s'avèrent difficiles face au formidable mouvement du mois de mai et aux maigres résultats récoltés. Le mois de juin est ainsi caractérisé comme étant celui du « *lent reflux* » qui s'étend jusqu'à la première semaine de juillet ou qui révèle de fortes minorités contre la reprise du travail.

Le récit de Vigna permet d'appréhender la politique des grandes centrales syndicales dans ce long mouvement et en premier lieu celle de la CGT, qui a appelé à la reprise du travail après avoir mis toute son énergie à encadrer et canaliser le mouvement pour le maintenir dans le cadre des « revendications syndicales » tout en tentant de « *l'infléchir sur le plan politique en soutenant constamment la formation d'un "gouvernement populaire"* » (p. 244). Elle s'est ainsi toujours refusée à appeler à la grève générale, se contentant d'affirmer que celle-ci « *était un fait* » [6]. De son côté la CFDT (Confédération française démocratique du travail), souvent minoritaire, tenta au début de « coller » au mouvement et connaîtra une phase « mouvementiste » (par opposition à la CGT « parti de l'ordre ») aux contours assez flous pour finir par en appeler à une sortie politique de la crise par l'intermédiaire de Pierre Mendès France. La politique des centrales se caractérisa ainsi pour le moins par une très grande autolimitation, particulièrement en comparaison avec les grèves de 1947 par exemple durant lesquelles un comité central de grève avait été mis sur pied à l'initiative des syndicats.

Le propos de Xavier Vigna est donc de montrer à quel point ces grèves font événement tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif avec ce que l'auteur appelle des « *situations d'usine* » qu'il définit comme des périodes durant lesquelles l'ordre usinier est suspendu par l'action gréviste, ce qui permet aux grévistes de s'interroger sur leur grève, le pays, les politiques des syndicats, toutes situations propres à représenter des ruptures dans le vécu ouvrier.

Si Vigna met l'accent sur la manière dont est mobilisée la mémoire du Front Populaire dans ce mouvement de grèves – cette tendance à « refaire 1936 » sera bien utilisée par les centrales syndicales pour légitimer la reprise du travail dans l'espoir d'une victoire dans les urnes – il insiste également sur la nouveauté du mouvement de mai-juin. Cette combinaison de reprise et d'inédit va caractériser les moyens d'actions tout d'abord : nombreuses grèves avec occupation d'usine sur le modèle de 36 d'une part, mais aussi séquestrations de la direction ou de l'encadrement d'autre part. Les grévistes se renouvellent également puisque mai-juin 68 voit s'adjoindre aux grandes corporations ouvrières combattives de nouveaux secteurs de salariés auparavant en marge de l'activité revendicative, avec bien sûr la jeunesse ouvrière, mais aussi les femmes et les travailleurs immigrés. Ces nouvelles couches de salarié-e-s en lutte, tout comme les secteurs mobilisés plus traditionnels, vont s'organiser et débattre à la base dans les usines des conditions de travail auxquelles ils sont confrontés, ou encore de leur grève et de la manière de la mener au mieux. Ces débats donneront naissance à une vague de critiques contre l'attitude jugée trop timorée de la CGT : ces critiques, issues de la gauche ouvrière, aboutissent à la création dans un petit nombre d'usines de structures de lutte non syndicales dont l'objectif est triple : passer à un mode d'organisation supérieur au syndicat puisqu'il s'agit de réunir syndiqués et non-syndiqués, garantir une certaine pérennité au mouvement de mai-juin et enfin contourner l'institutionnalisation des syndicats.

Comme le montre Vigna, ce formidable mouvement de grève ne reste pas sans suite, bien au contraire, puisque les dix années qui suivent se caractérisent par une diffusion de la grève à des régions



[6] Commentant cette citation, Ernest Mandel fait remarquer que : « *En réalité, la proclamation de la grève générale impliquait la formulation d'objectifs débordant ceux d'une lutte revendicative, et impliquait (dans la tradition léniniste) que l'on reconnaisse que la question du pouvoir était posée* », du moins sous la forme d'une dualité de pouvoir possible. In *De la Commune à Mai 1968*, Paris, La Brèche, 1978, p. 270.

nouvellement industrielles et par une reprise des moyens d'actions les plus violents comme la séquestration ou la mise à sac de bureaux (autant de formes d'action qui mettent en scène la transgression voire le retournement de l'ordre usinier habituel). C'est aussi l'époque des « grèves bouchon », « grèves tétanos » et autres « grèves thrombose » qui paralysent l'ensemble de la production à partir de quelques ateliers stratégiques. Le sabotage a aussi la part belle car il révèle une habileté ouvrière détournée dans le sens où le sabotage se doit d'être efficace tout en restant discret [7]. Les années 70 sont également et surtout celles des grèves productives, sur le modèle de la lutte des Lip qui débute en 1973, tant et si bien qu'entre « juillet 1974 et juillet 1975, quatorze usines occupées produisent et vendent pour soutenir leur lutte » [8]. Les années 68 sont ainsi marquées par de fortes poussées d'auto-organisation avec les expériences des assemblées souveraines, des comités élus ou des coordinations des luttes à la base.

Ces années 68 apparaissent ainsi comme une décennie de contestation multiforme de l'univers usinier, contestation qui n'a été que peu relayée par les centrales syndicales. Cette période marque également la fin du compromis fordiste basé sur une acceptation des conditions de travail promulguées par l'Organisation Scientifique du Travail en échange d'augmentations de salaire. Cette fêlure est particulièrement bien mise en évidence par Vigna à travers sa quête de paroles ouvrières (les tracts sont beaucoup utilisés dans son travail). Paroles qui donnent à entendre la face sombre des « 30 glorieuses » [9] dans les conditions de travail imposées aux travailleurs immigrés, dans le harcèlement sexuel subi par les ouvrières et dans le souci constant des salariés pour leur corps face à un procès de travail qui menace constamment leur intégrité physique : « On ne comprend pas l'ampleur et la virulence de la contestation ouvrière dans maintes usines si l'on ne prend pas en considération cette peur souvent légitime : les ouvriers défendent leurs mains, leur corps et leur peau » (p. 160). Ainsi, alors que le compromis accepté par les syndicats commence à prendre l'eau, ceux-ci se révèlent incapables de proposer une autre stratégie que celle de s'en remettre aux élec-

tions et au « programme commun ». Si la CFDT, surtout au début de la séquence étudiée, tente de jouer un temps la carte mouvementiste, la CGT cherche à tout prix à se présenter comme une organisation responsable (par une opposition aux « aventuriers gauchistes ») et reste ainsi attachée, durant la totalité de la période, à favoriser avant tout une issue politique aux luttes. La CGT se situe donc dans une optique politique « de front populaire » et va finir par se faire la championne de la traque aux gauchistes dont les critiques marquent des points auprès des jeunes ouvriers radicalisés. En effet, Vigna ne néglige pas l'impact qu'a pu avoir l'intervention des groupes révolutionnaires sur cette phase d'insubordination ouvrière. Au-delà des différences d'approche entre maoïstes (définis comme des « révolutionnaires pressés ») et les trotskystes travaillant sur le plus long terme, Vigna estime que le rôle principal de ces organisations a été de permettre le débat, l'échange d'expériences entre ouvriers et étudiants et finalement de légitimer la contestation portée dans les usines par les ouvriers. Une contestation qui concerne également les syndicats, car si ceux-ci sont vus comme appartenant au camp des travailleurs dans leur lutte, la conscience des limites propres aux syndicats apparaît avec force chez tout un secteur de salariés. C'est ce qui expliquera l'émergence des comités de base, souvent promus par les groupes révolutionnaires, dont le but sera de garder le contrôle sur les luttes entreprises en évitant la dépossession par des bureaucraties syndicales [10].

Vigna conclut son ouvrage en montrant que cette décennie d'insubordination vient échouer sur la résistance et la contre-offensive de l'Etat et du patronat. Si la séquence débute avec des luttes pour l'emploi, c'est aussi avec ce type de bataille qu'elle s'achève : le chômage vaincra une combativité ouvrière virulente comme à Longwy et Denain en 1979. Cette défaite marque aussi celle des stratégies syndicales puisque rien d'autre n'est proposé aux salariés en lutte que la formation d'un gouvernement de gauche avec la soupape des nationalisations. Au-delà de l'intérêt propre à la manière de traiter le sujet des mobilisations en usine par Vigna, *L'Insubordination ouvrière*

dans les années 68 nous montre que les questions soulevées par les années 68 sont loin d'être réglées. En effet, les problèmes posés par ces années de mobilisation sont d'une évidente actualité dans le cadre d'une réflexion-actualisation d'une perspective socialiste. Cet ouvrage doit ainsi aider à nous rappeler ces années de mobilisation afin de nous permettre de regarder devant nous, puisque, comme le dit une pétition prévue pour les 40 ans de l'événement et signée entre autres par Xavier Vigna : « Mai 1968, ce n'est pas qu'un début, c'est une actualité urgente » [11].

Alexandre Martins ✱

[7] Xavier Vigna cite ainsi un texte interne à l'organisation maoïste la Gauche prolétarienne dans lequel le sabotage est expliqué très simplement : « Il s'agissait de déformer le cadre qui servait au montage des portes d'un coup de marteau. Aucune porte ne fonctionnait plus, il y avait du jeu en bas et en haut elle ne fermait pas, pourtant il n'y avait aucune trace de coup sur la porte », p. 98.

[8] A. Artous, *op. cit.*, p. 19.

[9] Rappelant ainsi aux sociaux-démocrates nostalgiques du compromis fordiste que celui-ci se caractérisa par une soumission des salarié·e·s au despotisme d'usine taylorien via la parcellisation des tâches, la déqualification du travail ou encore sa pénibilité.

[10] Xavier Vigna cite ainsi des ouvriers des Batignolles à Nantes après leur grève : « C'est pendant ces six semaines de grève que nous avons pu juger clairement l'attitude de nos responsables syndicaux. Parce que, dans les périodes calmes, c'est moins évident. Ils ne sont pas pour autant plus près de nous, mais d'une manière générale, ils font leur travail. Et puis, tout le monde est bien content qu'ils s'en chargent : régler ceci, courir dans les bureaux, etc. Mais un jour la lutte démarre, la masse des travailleurs se sent engagée, voudrait pouvoir décider, s'exprimer. Alors on s'aperçoit qu'il y a d'un côté ceux qui veulent prendre en main leurs propres affaires et en face ceux qui décident à leur place. C'est là que nous avons vu que ça ne fonctionnait pas, et que la question se pose à chaque pas, à chaque décision : qui représente les travailleurs ? » (p. 203)

[11] Pétition disponible en ligne sur le site <http://www.mai-68.org>.